

**GEISPOLSCHEIM** Visite sénatoriale au centre de rétention administrative

# Ceux qu'il faut retenir

**Jacques Fernique, sénateur du Bas-Rhin, et Marie-Dominique Dreysse, vice-présidente de l'Eurométropole, ont fait une visite impromptue vendredi au centre de rétention administrative de Geispolsheim. Leur objectif : constater les conditions sanitaires en temps de Covid et mieux connaître le fonctionnement du centre.**

C'est à bicyclette que Jacques Fernique, sénateur du Bas-Rhin, et sa collaboratrice parlementaire, Sophie Martiné, arrivent vendredi dans la zone artisanale de Geispolsheim. Le membre du groupe Écologie, solidarité et territoire au Sénat n'est pas là pour faire des achats de Noël mais pour aller un peu plus loin, rue du Fort-Lefebvre, au Centre de rétention administrative (CRA). Au même moment, d'autres CRA en France sont visités par les autres sénateurs écologistes. Jacques Fernique ceint son écharpe de représentant du peuple tandis que Marie-Dominique Dreysse, vice-présidente de l'Eurométropole, vient s'ajouter au petit groupe. Leur guide sera le chef du centre depuis trois ans, le commandant Philippe Collomb, bientôt rejoint par la commissaire divisionnaire Charlotte Priestman, directrice interdépartementale de la police aux frontières.

## 34 places, 20 au temps du Covid

« Il y a 34 places normalement, indique le commandant. Depuis la crise sanitaire, nous sommes à 50 % de notre capacité. On nous a demandé de remonter à 20 places. » « Nous recevons une dizaine de demandes d'accueil par jour », provenant de toute la France puisque « les CRA ont vocation nationale ». À Geispolsheim, les retenus ne sont que des hommes célibataires. Ils sont placés dans quatre bâtiments d'hébergement. La circulation entre les bâtiments



Accompagné de Marie-Dominique Dreysse, vice-présidente de l'Eurométropole, le sénateur écologiste Jacques Fernique s'est rendu au centre de rétention administrative de Geispolsheim. Photo DNA/Jean-Christophe DORN

est libre de jour comme de nuit, sauf les locaux administratifs. Les chambres, comme les portes de toilettes, n'ont pas de verrous « pour des raisons de sécurité », précise le policier. Même si un double grillage est en place, il permet aux visiteurs de discuter plus longuement que la demi-heure autorisée dans le centre.

## Deux missions : la surveillance et l'escorte

Sur place, 70 policiers sont affectés, « avec deux missions, énumère le commandant Collomb, la surveillance et l'escorte. À l'instant T, il y a une vingtaine de personnels. » La durée maximale du séjour est de 90 jours, mais les retenus restent en moyenne 18 jours à Geispolsheim. Ensuite, ils sont raccompagnés vers les aéroports de Paris ou celui de Bâle-Mulhouse pour être renvoyés vers leurs pays d'origine ou en réadmission Dublin, c'est-à-dire dans le premier pays européen où les réfugiés ont demandé l'asile. Ils peuvent aussi être remis en liberté avec assignation à résidence. « Les profils

changent, continue le policier. Il y a une quinzaine d'années, il s'agissait surtout de migrants qui finissaient ici leur parcours. Maintenant, il y a aussi des sortants de prison qui attendent que leur éloignement du territoire s'organise. »

Pour leurs loisirs, les retenus ont accès à des agrès, ont deux tables de ping-pong, un baby-foot (bientôt deux) et une console de jeux vidéo. Toutes les chambres sont équipées d'une télévision. Et un film, hors temps Covid, est diffusé tous les vendredis après-midi. Une infirmerie les accueille. Un médecin est là deux fois par semaine, un psychologue une fois. Au sein du centre, l'Ordre de Malte assiste les retenus dans leurs recours juridiques. L'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) les aide dans les formalités administratives et fournit aussi une réserve de vêtements, si nécessaire.

Dehors, trois Albanais et un Kosovoien jouent au baby-foot. « La justice, c'est compliqué. Mais ici, le centre fonctionne bien », dit l'un d'entre eux au sénateur. Un Géorgien, là depuis un mois et demi, en

attente de renvoi vers la Hollande, se plaint en allemand de ne pas avoir accès à la Playstation. « C'est toujours demain, demain. »

## « C'est tendu »

À sa sortie du centre, Jacques Fernique trouve qu'il y a « un vrai souci avec le Covid », les retenus ne portant pas le masque, bien qu'ils en reçoivent deux par jour, plus s'ils doivent sortir. Pour lui, « les conditions de contamination sont là ». Si « ce CRA a bonne presse, le cadre est bruyant. Les locaux sont très exigus. La liste des objets interdits n'existe pas ; ça peut être fait à la tête du client. Mais la prise en charge semble correcte. » Toutefois, il trouve qu'« on a clairement un détournement de la vocation des centres », avec de nombreux sortants de détention et parfois des fichés S. « Aujourd'hui, il existe des doubles peines, dénonce Mme Dreysse. Il est possible d'être expulsé, même avec un titre de séjour ! » « J'ai l'impression que ça reste un CRA humain. Mais c'est tendu », conclut le sénateur.

Jean-Frédéric TUEFFERD